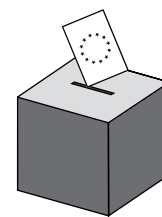


REGARDS

THEMA

Europawahlen  
2019

UNION EUROPÉENNE

# Européennes : mode d'emploi

Frédéric Braun

**Le dimanche 26 mai, le Luxembourg élira ses représentant-e-s au Parlement européen. Le woxx vous en explique la procédure.**

Quand Simone Veil, qui avait été ministre de la Santé dans le gouvernement Jacques Chirac, est élue à la tête du premier Parlement européen élu au suffrage universel en 1979, celui-ci n'a que peu de pouvoirs, même si l'élection d'une femme, ancienne déportée, à sa présidence lui donne alors plus de visibilité, notamment dans le domaine des droits humains. « Simone Veil incarne finalement une certaine idée de la construction de l'Europe : une Europe fédérale. Il lui faudra donner une existence, une réalité, une vitalité à cette assemblée européenne sans toutefois que les pouvoirs de cette assemblée soient accrus. Il lui faudra renforcer l'unité de l'Europe sans pour autant marcher vers la supranationalité », commente un présentateur de télé à l'époque.

Au cours des quarante années qui suivirent, l'organe parlementaire de l'Union européenne, issu de l'Assemblée commune instaurée par la CECA en 1952 dans le but de surveiller la Haute Autorité, a pourtant vu ses fonctions considérablement élargies, notamment en vertu des réformes entreprises à partir des années 1980, le traité d'Amsterdam puis celui de Lisbonne, si bien que ses fonctions se rapprochent aujourd'hui de celles de la plupart des parlements nationaux. Son siège

(où ont également lieu les séances plénières) se situe à Strasbourg, les commissions se réunissent à Bruxelles. Enfin, son secrétariat général est installé à Luxembourg.

Le Parlement européen partage le pouvoir législatif avec le Conseil de l'Union européenne. Mais il a fallu attendre le traité d'Amsterdam pour qu'il acquière un pouvoir d'initiative législative limité (il peut demander à la Commission d'élaborer un projet de loi), puis le traité de Lisbonne pour asseoir cette montée en puissance en lui accordant le droit d'initiative constitutionnelle et de codécision. Il reste en revanche exclu de la politique étrangère de l'UE ainsi que des questions de sécurité commune. Par ailleurs, si le Parlement européen exerce un contrôle sur le volet « dépenses » du budget européen, celui des recettes ne lui appartient pas.

## Élections multinationales

Le Parlement européen contrôle la Commission européenne et le Conseil de l'UE. Il a le droit de mettre en place des commissions d'enquêtes, comme sur la vache folle dans les années 1990 ou plus récemment sur les activités de la CIA en Europe. Et, le cas échéant, de saisir la Cour européenne de justice. Sur le plan international, le Parlement attire l'attention tous les ans par la remise du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit. En 2005, il a lui-même obtenu le titre de « Defensor Libertatis » dans

Die Rattenfänger von Strasbourg:





Le Parlement européen a approuvé une redistribution des sièges britanniques en cas de Brexit.

le cadre des Big Brother Awards autrichiens pour son refus de transférer aux États-Unis les données de passagers d'avion européens.

De fait, le Parlement européen est aujourd'hui la seule organisation supranationale de ce type au monde et représentant du second plus grand électorat du monde derrière l'Inde ainsi que du plus grand électorat transfrontalier au monde, avec quelque 380 millions d'électeur-trice-s réparti-e-s sur 28 Etats. Mais les défis qui se posent à l'Europe actuellement, avec la montée en puissance des partis populistes un peu partout sur le continent, sont de nature à mettre en danger le fonctionnement même de l'institution, où le veto des populistes pourrait considérablement gêner le travail parlementaire.

Or le danger ne vient pas du populisme, comme le soulignait récem-

ment le philosophe Slavoj Žižek : « Le populisme est tout au plus une réaction à l'échec de l'establishment libéral européen de rester fidèle au potentiel émancipatoire de l'Europe, qui aux problèmes ordinaires des gens a offert de fausses issues. » Žižek situe le danger bien plutôt au niveau de l'incapacité de l'establishment à se soumettre à une « critique sans merci » du point de vue du modèle social-démocrate trahi.

La participation aux élections européennes est traditionnellement basse et n'a cessé de diminuer au cours des décennies. Elle pourrait toutefois légèrement augmenter cette année. Alors, comment est élu un Parlement européen ? Tout d'abord les européennes sont des élections multinationales. Les députés élus le sont pour un mandat d'une durée de cinq ans. Le mode de scrutin est propor-

tionnel, autrement dit, il comporte des listes de candidat-e-s.

#### Six suffrages pour autant de candidats

Ainsi, chaque parti présente une liste de candidat-e-s aux électeur-trice-s qui sont amené-e-s à voter de deux manières : soit sur des listes bloquées, qui favorisent les appareils de partis, soit sur des candidat-e-s individuel-le-s (vote préférentiel). L'électeur-trice a donc le choix entre plusieurs listes de candidat-e-s ou également, comme au Luxembourg, l'option du panachage. Si donc les élections européennes se tiennent partout en Europe, elles n'ont pas lieu de la même façon dans tous les pays de l'Union - ni le même jour (les élections s'étalent de mercredi 23 à dimanche 26 mars).

De même, l'âge minimum pour participer aux élections varie selon les pays entre 18 et 25 ans. Pour voter au Luxembourg, vous devez être âgé-e de 18 ans, de nationalité luxembourgeoise ou ressortissant-e d'un autre pays de l'UE. Pour les Luxembourgeois-es, le vote est obligatoire. En tant que non Luxembourgeois-e, vous avez le choix d'élire soit les six représentant-e-s du Luxembourg au Parlement soit les parlementaires européen-ne-s de votre pays de résidence. Voter deux fois, une fois dans son pays de résidence et une fois dans son pays d'origine est légalement interdit.

Au Luxembourg, les élections sont réalisées au niveau d'une circonscription nationale unique. Le 26 mai, six député-e-s sont élu-e-s directement, sachant que le nombre de suffrages est également de six. Les pays les plus peuplés comptent le plus d'eurodé-

### Das EU-Wahlprogramm der woxx

In den kommenden Wochen bis zur EU-Wahl hat sich die woxx einiges vorgenommen, um ihre Leser\*innen auf dem Laufenden zu halten. Wir werden die Wahlprogramme der Parteien auf die Themen Digitalisierung, Netzpolitik, Flüchtlinge, Feminismus, Kulturpolitik sowie Klimawandel und Umweltschutz abklopfen. Außerdem interviewen wir junge Kandidatinnen, die in anderen Medien oft keine Plattform bekommen. Natürlich interessieren uns auch gesamteuropäische Fragen wie die gemeinsame Außenpolitik oder die Kräfteverhältnisse in Parlament und Kommission. Neben den Artikeln in der Printausgabe werden wir natürlich auch laufend auf woxx.lu berichten.

### Le programme du woxx pour les européennes:

Dans les semaines à venir et jusqu'aux élections européennes, le woxx a prévu de quoi tenir informé-e-s ses lecteur-trice-s. Nous allons notamment évaluer les programmes électoraux des partis en fonction de différents sujets : digitalisation, politiques du net, réfugié-e-s, féminisme, politique culturelle, mais aussi changement climatique et protection de l'environnement. Par ailleurs, nous allons nous entretenir avec de jeunes candidates, qui n'ont pas forcément toujours droit à une plateforme dans d'autres médias. Bien sûr, nous nous intéresserons également aux questions sur l'Europe en général, sur la politique extérieure commune ou encore les rapports de force au sein du Parlement et de la Commission. Au-delà des articles en version papier, nous comptons évidemment vous tenir au courant sur woxx.lu.

## THEMA

puté-e-s. Parmi ceux-ci, l'Allemagne ou encore la France. Quant au pays les moins peuplés, comme le Luxembourg, Malte ou la Chypre, ils en ont le moins. Même si, selon le principe dit de la « proportionnalité dégressive » ils comptent plus de député-e-s par habitant-e-s. Les votes sont décomptés simultanément dans les pays membres de l'Union européenne et les résultats communiqués en même temps.

Concrètement, l'électeur-trice luxembourgeois-e a donc la possibilité premièrement de cocher la case au-dessus de la liste de candidat-e-s et du groupe politique qui l'intéresse et d'attribuer un suffrage à chacune des candidat-e-s. (Notons qu'au cas où la liste contiendrait moins de six candidat-e-s, les votes restants pourront être ajoutés à des candidat-e-s de cette même liste ou attribués à celles et ceux d'une autre liste. Sachant que seuls deux suffrages sont permis par candidat-e.) Ensuite, l'électeur-trice a également la possibilité de répartir ses six voix à travers le bulletin. Toutefois, un bulletin de vote qui compterait plus de six votes est considéré nul, le nombre de vote dépassant alors celui des candidat-e-s.

### Brexit : comme si de rien n'était

Au Parlement européen, les groupes politiques les plus puissants sont le PPE (chrétiens-démocrates et partis populaires) avec 217 sièges, le PSE (socialistes et sociaux-démocrates) avec 186 sièges, l'ALDE (partis libéraux) avec 67 sièges, ainsi que le Groupe des conservateurs et réformistes (CRE) avec 76 sièges. À côté, on a les groupes des nationalistes et eurosceptiques, celui de la gauche unitaire et celui des écologistes. Ainsi que des non-inscrit-e-s (qui ne font partie d'aucun groupe politique) dont la plupart sont d'extrême-droite. Les trois premiers groupes sont actuellement les plus influents et fournissent

l'ensemble des membres de la Commission européenne actuelle. Mais comme on l'a vu, la droite populiste pourrait atteindre cette année un score record et inverser le rapport de force au sein du Parlement européen.

Autre donnée : le Brexit. Comme il était initialement prévu pour fin mars, la Commission européenne avait déjà revu à la baisse le nombre de député-e-s européen-ne-s à élire de 751 à 705. Dans ce contexte, le Parlement avait approuvé une redistribution des sièges britanniques en cas de sortie du pays. Ainsi 46 des 73 sièges britanniques auraient dû être mis en réserve en vue de l'adhésion de nouveaux pays ou supprimés pour réduire le nombre de parlementaires. Les 27 sièges restants seraient à redistribuer entre 14 pays de l'UE considérés comme sous-représentés (le Luxembourg ne fait pas partie de ces pays). Seulement voilà, avec le report du Brexit et la participation de la Grande-Bretagne aux européennes de 2019, ce scénario ne devrait pas se concrétiser avant octobre. Pour l'instant le nombre de députés reste donc de 751 comme prévu dans le traité de Lisbonne.

Une fois les résultats connus, le dimanche soir 26 mai, les membres du Parlement nouvellement élu commenceront par former des fractions, en tenant compte des changements de la composition politique. Lors de la première session plénière en juillet, les parlementaires éliront ensuite une nouvelle présidente ou un nouveau président du parlement. L'élection de la nouvelle Commission européenne et de sa présidente ou son président, responsables de leurs actions devant le Parlement européen, aura lieu dans un deuxième phase.

## SOZIALES

## SEXUALASSISTENZ

# Wo liegt die Grenze zur Prostitution?

Tessie Jakobs

**Viele Menschen mit Behinderung können ihre Sexualität nicht ihren Bedürfnissen entsprechend ausleben. Ob die aktive Sexualassistenz einen Lösungsansatz dafür bietet, daran scheiden sich die Geister.**

Wenn es darum geht, die größten Missstände bezüglich Sexualassistenz zu benennen, braucht Joël Delvaux nicht lange zu überlegen: „Vorurteile und Tabus. Menschen mit Behinderung werden sehr oft wie kleine Kinder wahrgenommen. Vor allem dann, wenn die Beeinträchtigung psychisch ist. Dabei hat man auch dann sexuelle Bedürfnisse, erlebt sie nur vielleicht anders.“ Seit Info-Handicap Arbeitsgruppen rund um den Themenkomplex Behinderung und Sexualität initiiert hat, habe aber ein wichtiger Schritt in Richtung Enttabuisierung stattgefunden, so das Vorstandsmitglied von Nëmme mat eis!

Die Initiative ist aus konkreten praktischen Anforderungen hervorgegangen. Im Gespräch mit der woxx erzählt Info-Handicap-Mitglied Vera Bintener von unzähligen Pfleger\*innen, Erzieher\*innen aber auch Eltern, die sich in den vergangenen Jahren immer wieder an die Dachorganisation wendeten. Sie waren sich unsicher, wie sie mit den sexuellen Bedürfnis-

sen von unter ihrer Aufsicht stehenden Menschen mit Behinderung umgehen sollten. „Es ging dann meistens um die Frage, wie betroffene Personen ihre Sexualität ausleben können, wenn sie weder Partner noch Partnerin haben. Wir konnten auf Anhieb keine Antwort darauf geben und haben dann angefangen, uns verstärkt mit dem Thema auseinanderzusetzen“, so Bintener.

Zusammen mit der Ligue HMC beschloss Info-Handicap, ein Netzwerk auf die Beine zu stellen, um den Austausch über die Thematik zu fördern. Neben einem Aufruf an die Mitgliedsorganisationen von Info-Handicap, trat man auch an Planning Familial, Cesas, Cigale, ITGL und die konsultative Menschenrechtskommission heran. Bei einem ersten Treffen im Oktober 2017 wurden drei Arbeitsgruppen rund um das Themenfeld Sexualität und Behinderung gegründet: Sexualerziehung, Partner\*innenbörsen und Sexualassistenz. Die teilnehmenden Organisationen hatten die Möglichkeit, sich je nach Interesse in einer der drei Gruppen von einem ihrer Mitglieder vertreten zu lassen. Obwohl die drei Bereiche sich stark überschneiden, sei diese Aufteilung aus praktischen Gründen nötig gewesen, erklärt Bintener. Erstens sei es leicht-



Wer „Sexualassistenz“ hört, denkt sofort an penetrativen Sex. Dabei geht es oft um bloßen Körperkontakt.

ter, in kleineren Gruppen zu diskutieren, zweitens würden die meisten Organisationen schon von sich aus eine Nähe zu einem bestimmten Themenschwerpunkt mitbringen.

Die Herausforderungen, die eine solche Arbeitsgruppe mit sich bringt, sind nicht zu unterschätzen. „Für viele ist es gewöhnungsbedürftig, derart offen und objektiv über Sexualität zu diskutieren. Oft spielen Vorurteile und konservative Moralvorstellungen rein“, schildert Joël Delvaux seinen Eindruck. Insgesamt herrsche in der Gesellschaft ein eher schwieriges Verhältnis zu Sexualität. „Viele denken, dass etwas mit ihnen nicht stimmt, wenn sie nicht der Norm entsprechen. Gleichzeitig fällt es ihnen schwer einzusehen, dass die Art, wie sie ihre eigene Sexualität ausleben, nicht das Maß aller Dinge ist.“ In der Arbeitsgruppe „Sexualassistenz“ kommen noch konkrete Interessenskonflikte hinzu. „In der Gruppe sind sowohl große Institutionen, wie etwa Pflegeheime, als auch kleinere Organisationen vereint. Die jeweiligen Herangehensweisen an die Thematik sind sehr unterschiedlich.“

Bei den Arbeitsgruppen ging es in einem ersten Schritt darum, sich einen Überblick über die aktuelle Situation sowie bestehende Erfordernisse

zu verschaffen. Sexualbildung für Menschen mit Behinderung ist immer noch ein großes Tabu. Viele Betroffene erfahren deshalb in ihrem Leben nie eine solche Erziehung. Doch auch für Pfleger\*innen und Erzieher\*innen ist eine entsprechende Weiterbildung wichtig. „Viele Institutionen bieten mittlerweile offensiv Workshops für Personal, aber auch etwa Flirtschulen für Betroffene an. Dadurch soll es ihnen leichter werden, jemanden kennenzulernen“, berichtet Bintener. Im schulischen Bereich stehe eine stärkere Implementierung von Sexualerziehung in den Kompetenzzentren noch aus. Was eine inklusivere Sexualerziehung in der Regelschule betrifft, stelle sich, so Bintener, die Angelegenheit recht schwierig dar: „Die Bedürfnisse sind sehr unterschiedlich, da sie stark von den psychischen und physischen Fähigkeiten, sowie der emotionalen Entwicklung abhängen.“ Allgemeingültige Workshops wie sie zurzeit in den Schulen angeboten würden, seien deshalb bezüglich Behinderung kaum zielführend.

#### **Aktiv oder passiv?**

In der Arbeitsgruppe Sexualassistenz wurden entsprechende Gesetzeslagen und Dienste in anderen Ländern

unter die Lupe genommen. Dann wurde gemeinsam darüber diskutiert, welche Modelle für Luxemburg in Frage kommen. Ein zentraler Knackpunkt ist die Abgrenzung von Sexualassistenz zu Prostitution. „Manche in der Arbeitsgruppe sind der Ansicht, dass es sich um Prostitution handele, sobald eine sexuelle Dienstleistung entlohnt wird. Andere dagegen sehen das nicht so eng“, erklärt Vera Bintener. Einige seien sich die Organisationen aber darin, dass es notwendig sei, einen gesetzlichen Rahmen zu schaffen. „Unabhängig davon, ob passive oder aktive Assistenz angeboten wird, soll ein Rahmen existieren, der Missbrauch verhindert.“

Bezüglich der Frage, ob die Sexualassistenz nun in aktiver oder passiver Form angeboten werden soll, gehen die Meinungen innerhalb der Arbeitsgruppe am stärksten auseinander. Am 13. März machte das Planning Familial seine diesbezügliche Position in einem Presseschreiben öffentlich. Die Institution greift darin ihre 2016 veröffentlichte Position zum Prostitutionsgesetz auf: Man sei gegen die Kommodifizierung des Körpers, ebenso wie gegen eine männliche Dominierung. In 90 Prozent der Fälle handele es sich bei der Person, die Sexualassistenz einfordere, um einen

Mann und bei derjenigen, die sie anbiete, um eine Frau, wird im Schreiben weiter erklärt. Es werde also ein weiblicher Körper benutzt, um den sexuellen Bedürfnissen von Männern entgegenzukommen. In logischer Konsequenz dazu sei das Planning gegen die aktive Sexualassistenz. Der passiven Sexualbegleitung (das Planning zieht diesen Begriff dem der „Assistenz“ vor) stehe das Institut positiv gegenüber. Allerdings nur unter dem Vorbehalt, dass spezifische Weiterbildungen für Sexualassistent\*innen angeboten werden und ein strikter gesetzlicher Rahmen sowie ein legales Statut für Sexualassistenz geschaffen wird.

War bisher nur wenig über die internen Diskussionen der Arbeitsgruppe „Sexualassistenz“ an die Öffentlichkeit gelangt, so markierte dieses Schreiben einen klaren Einschnitt. Was für Außenstehende aber gegebenenfalls etwas unvermittelt daherkam, ist eine direkte Konsequenz der Gespräche, die in der dritten Arbeitsgruppe geführt werden.

Wie wir im Gespräch mit Vera Bintener erfahren, befindet sich das Planning mit seiner kategorischen Ablehnung der aktiven Sexualassistenz nämlich innerhalb der entsprechenden Arbeitsgruppe in der Minorität.

## SOZIALES

© MAX PIXEL



Das Presseschreiben würde allerdings ein verzerrtes Bild schaffen, so Bintener. „Es vermittelt den Eindruck als seien wir uns in allem uneins. Dem ist aber nicht so.“ Neben den Weiterbildungen, dem gesetzlichen Rahmen und dem legalen Statut von Sexualassistent\*innen, teilen die Mitgliedsorganisationen von Info-Handicap die Forderung vom Planning nach umfassenden Umstrukturierungen. So etwa die nach einem barrierefreien Zugang zu öffentlichen Orten oder der Wahrung der Intimsphäre in Wohnstrukturen.

Es sei verständlich, dass das Planning, das auch schon zum Prostitutionsgesetz Stellung bezogen hatte, aus einem feministischen Blickwinkel auf die Thematik schaue, so Bintener. Für Organisationen für Menschen mit Behinderung stünden allerdings pragmatische Aspekte im Vordergrund. „In der UN-Behindertenrechtskonvention ist das Recht, die eigene Sexualität auszuleben, festgehalten. Manche können das allerdings nicht ohne Hilfestellung und da stellt sich die Frage: Welche Unterstützung sind wir gewillt, Betroffenen anzubieten?“ Für Info-Handicap reiche eine rein technische Hilfestellung für Menschen, die in einer Partner\*innenschaft sind, nicht aus. Auch manche Menschen ohne Behinderung hätten Schwierigkeiten, jemanden kennenzulernen, doch für solche mit Behinderung gäbe es oft noch ganz andere Hürden. Die dritte Arbeitsgruppe befasste sich

deshalb auch damit, Bedingungen zu schaffen, unter denen Betroffene selbstbestimmter leben und potenzielle Partner\*innen kennenlernen könnten. Es gehe aber nicht nur um Sex im engen Sinne, sondern auch um Beziehungen, Bindungen und das eigene körperliche Wohlbefinden.

### Der Körper als Ware

Diesen Punkt betont auch Joël Delvaux, der als Betroffener am eigenen Leib mit der Problematik konfrontiert ist. „Das Sexuelle steht nicht im Vordergrund. Viele Sexualassistent\*innen bieten gar keine Penetration an. Es wird dann zum Beispiel einfach nur nackt gekuschelt.“ Dem Schreiben vom Planning Familial steht er zwar weniger kritisch gegenüber, langfristige Ziele könnten jedoch wenig dazu beitragen, die momentane Situation von Betroffenen zu verbessern. „Klar sollte die Gesellschaft auf eine Weise gestaltet sein, die allen Menschen eine gleichberechtigte Teilhabe ermöglicht“, so Delvaux. Viele Menschen mit Behinderung würden zeitweilig isoliert leben. Die Gesellschaft zusammenzuführen, müsse also auf jeden Fall ein zentrales Ziel bleiben. „Solange wir aber noch nicht da angekommen sind, sehe ich nicht ein, weshalb das Recht auf Sexualität Generationen über Generationen vorenthalten werden soll.“

Im Gespräch mit der woxx führt Präsidentin Ainhoa Achutegui die

Position vom Planning Familial weiter aus: „Für uns besteht passive Begleitung nicht nur aus Gesprächen. Sie kann zum Beispiel auch darin bestehen, mit der betroffenen Person an Orte zu fahren, wo sie andere kennenlernen kann.“ Auf diese Weise könne der Zugang zu Sexualität bereits wesentlich erleichtert werden. Sexualassistent\*innen, die zwar Penetration ablehnen, andere Formen von Körperkontakt jedoch zulassen, stellen in ihren Augen keinen zufriedenstellenden Kompromiss dar. „Wenn eine Prostituierte nur streichelt und umarmt, ist das immer noch Prostitution. Sobald man seinen Körper als Ware zur Verfügung stellt, geht das unserer Meinung nach zu weit.“

Dem Argument, dass auch Sexualassistent\*innen ihren Körper verkaufen, entgegnet Delvaux: „Es handelt sich um Erwachsene, die dies aus freiwilligen Stücken tun. Wer ist im Recht, ihnen das zu verbieten?“ Zu einem gewissen Grad würden wir alle unseren Körper verkaufen, wenn wir arbeiten. Man brauche nur an Burn-Out oder körperliche Schäden zu denken. Delvaux erzählt von Menschen mit Bandscheibenvorfällen auf dem Bau und im Pflegebereich. „Unter schlechten Bedingungen und mit ungeeignetem Material arbeiten zu müssen, ist auch eine Form der Prostitution.“ Den Grund, weshalb bei der Sexualassistent\*innen ein Unterschied gemacht wird, sieht Delvaux beim sozialen Stellenwert der Tätigkeit. „Opfert

man sich für einen sogenannten ‚noblen Beruf‘ auf, begegnet einem die Gesellschaft mit Respekt. Ist die Tätigkeit allerdings mit Sex verbunden, dann kommt auf einmal eine moralische Bewertung ins Spiel.“

Auch wenn Delvaux die aktive Assistenz vorzieht, so würde es für ihn schon einen großen Fortschritt bedeuten, wenn die passive Assistenz anerkannt würde. Er erzählt von einer früheren Partnerin, die sich aufgrund einer fortschreitenden Behinderung immer weniger bewegen konnte. Anfangs benötigte sie lediglich einen Rollator, um sich fortzubewegen. Innerhalb weniger Jahre sei sie körperlich aber stärker beeinträchtigt gewesen als er. „Irgendwann war es uns nicht mehr möglich, das elementare Recht auf Sexualität ohne fremde Hilfe ausleben zu können. Die passive Sexualassistent\*innen wäre eine Antwort auf unser Bedürfnis gewesen.“ In dem Moment wäre es darum gegangen, die beiden in eine körperliche Position zu bringen, die es ihnen ermöglicht hätte, Sex miteinander zu haben. „Den Rest hätten wir alleine hinbekommen, es wäre also lediglich eine minimale Assistenz nötig gewesen.“ Das gehe aber schon deutlich über den Zuständigkeitsbereich regulärer Pfleger\*innen hinaus, präzisiert Delvaux. Es sei auf jeden Fall ein Fortschritt, dass das Planning Familial passive Assistenz befürworte. Für diese benötige man aber nun mal einen Partner. Passive Sexualbegleitung wie

das Planning sie vorsieht, umfasst aber beispielsweise auch Ausziehen oder Erklärungen zu Sextoys. „Vielen reicht es aber nicht, nur zu masturbieren“, so Delvaux.

Viele Menschen mit Behinderung würden ihr Leben lang immer nur mit Latexhandschuhen angefasst. Sitze man in einem Rollstuhl, so Delvaux, sei zudem selbst schon der Körperkontakt mit Partner\*innen mit einem gewissen Aufwand verbunden. Kontakt mit Menschen, mit denen man nicht in einer Beziehung sei, fände dementsprechend fast nie statt. „Skeptiker\*innen der aktiven Sexualassistenten lege ich ans Herz, sich mal einen Monat lang von niemandem anfassen zu lassen. Weder von Partnern noch von Freunden. Dann wird einem bewusst, wie groß das Verlangen nach Körperkontakt mit der Zeit wird.“

Er selbst sei ein starker Befürworter des Schweizer Modells. Es beinhaltet, seiner Ansicht nach, gewisse Garantien, die es ermöglichen, eine klare Abgrenzung zur Prostitution zu machen. Sexualassistent\*innen, die in der Schweiz tätig sind, sind als solche anerkannt und müssen dazu eine spezifische Weiterbildung absolviert haben. Die Entlohnung ist klar geregelt. Sie müssen daneben einem Hauptberuf nachgehen, die Sexualassistenten darf also immer nur ein Nebenverdienst sein. „Dadurch wird das Risiko auf Zwangsprostitution oder Menschenhandel unterbunden“, so

Delvaux. Auch eine Kontrollinstanz ist vorgesehen: Sexualassistent\*innen stehe eine psychologische Betreuung zur Verfügung. Missbrauch könne aber natürlich nie gänzlich verhindert werden - egal welchem Modell man folgt. Das Schweizer Modell sieht vor, dass sich Assistent\*in und Kunde beziehungsweise Kundin dreimal treffen müssen, bevor ein erster Körperkontakt stattfindet. „Es geht anfangs erst mal darum, sich gegenseitig kennenzulernen und die jeweiligen Bedürfnisse und Grenzen zu kommunizieren. Der nächste Schritt erfolgt nur mit dem Einverständnis beider Parteien.“

Bezüglich der aktiven Assistenz gibt Delvaux zu bedenken, dass es seiner Erfahrung nach vielen Betroffenen ausreiche, ein- oder zweimal auf diese zurückzugreifen. Das dadurch hinzugewonnene Selbstbewusstsein ver helfe ihnen oft schon zum Mut, andere anzusprechen und romantische Beziehungen einzugehen. „Alles, was sie brauchten, war die Bestätigung, nicht weniger Wert zu sein.“

Im Gespräch mit uns erklärt Ainhoa Achutegui, dass passive Assistenten bereits jetzt angeboten werde. Menschen mit Behinderung könnten sich vom Planning Familial beraten lassen. Es werde Betroffenen dann dabei geholfen, die eigenen sexuellen Bedürfnisse zu entdecken. Das könne bedeuten, dass man herausfindet, wie und wo man gerne berührt wird. Es könne aber auch heißen, ein

Sextoy kennenzulernen, das an die eigenen körperlichen Fähigkeiten angepasst ist. „Es gibt Vibratoren, die können nicht nur per Hand, sondern auch über den Mund gesteuert werden“, erklärt Achutegui. Der Unterschied zwischen passiver Sexualbegleitung und Sexualerziehung würde darin bestehen, dass die Beratung nicht in Gruppen stattfinde, sondern individuell angepasst sei. „Es ist vergleichbar mit einer Sexologin, die einem Paar, das keinen Sex mehr hat, Beratung anbietet. Es wäre unvorstellbar, dass sie im Rahmen dieser Therapie den eigenen Körper einsetzt.“

### **Pfleger\*innen als Assistent\*innen**

Ein weiteres Modell, das zur Debatte steht, sieht vor, dass das Pflegepersonal selbst die Sexualassistenten praktiziert. Die Überlegung dahinter ist, dass diese ihre Patient\*innen am besten kennen. Joël Delvaux sieht diese Herangehensweise kritisch. Zum einen gäbe es Pfleger\*innen, die solche Dienste nicht anbieten wollten. Man könne dies also nicht zu einem Einstellungskriterium machen. Würde die Sexualassistenten integraler Bestandteil der Pflege, könnten sich manche Bewohner\*innen zudem unter Druck gesetzt fühlen, etwas in Anspruch zu nehmen, das sie eventuell gar nicht wollen.

Bei der Option, es dem Pflegepersonal zu überlassen, ob sie Sexualas-

sistenten anbieten wollen oder nicht, sieht Delvaux das Risiko von schlechtem Blut, da manche Pfleger\*innen dadurch gegebenenfalls bei den Pflegebedürftigen beliebter wären als andere. Gemäß einem Kollektivvertrag sollten davon abgesehen alle Pfleger\*innen die gleichen Rechte und Pflichten haben.

Die Frage, ob denn sämtliche Menschen, denen es schwerfalle, Partner\*innen zu finden, ein Anrecht auf Sexualassistenten haben sollten, beantwortet Delvaux mit einem klaren „Ja“. „Mein Verständnis von Gleichberechtigung ist, dass alle Menschen gleich behandelt werden sollten. Auf keinen Fall sollte es so sein, dass ein bestimmter Grad an Behinderung nachgewiesen werden muss, um auf Sexualassistenten zurückgreifen zu können.“

Im Anfang Januar in Kraft getretenen nationalen Aktionsplan zur Förderung der affektiven und sexuellen Gesundheit, ist nichts in puncto Sexualassistenten vorgesehen. Dabei ist klar, dass nichts an einer groß angelegten gesellschaftlichen Debatte vorbeiführt.